



**FONDS CONJOINT POUR LES ODD**

Modèle pour le programme commun

Rapport narratif final fondé sur des données probantes

**PORTEFEUILLE DE FINANCEMENT DES ODD - COMPOSANTE 1**

Projet de Renforcement du cadre et de  
l'écosystème du financement des ODD aux  
Comores (2020 – 2022)

**Rapport narratif final basé sur les données probantes**

*Moroni, mai 2023*

**FONDS CONJOINT POUR LES ODD**  
Modèle pour le programme commun  
Rapport narratif final fondé sur des données probantes

**PORTEFEUILLE DE FINANCEMENT DES ODD - COMPOSANTE 1**

**Date du rapport : 15 / 05 / 2023**

**Titre du programme et pays**

**Pays :** Union des Comores

**Titre du programme commun (PC) :** *Renforcement du cadre et de l'écosystème du financement des ODD aux Comores en vue de la réalisation des ODD*

**MPTF Office Numéro de référence du projet<sup>1</sup> :**

**Durée du programme**

**Date de début<sup>2</sup> :** 01/Juin/2020

**Date de fin initiale<sup>3</sup> :** 30 juin 2022

**Date de fin réelle<sup>4</sup> :** 31/décembre /2022

**Demandez aux organismes de fermer le Programme dans leur système :** Oui

**Date de clôture financière prévue<sup>5</sup> :** 31 mars 2023

**Organismes participants / partenaires**

**RC :** François Batalingaya , [francois.batalingaya@un.org](mailto:francois.batalingaya@un.org)

**Point focal du gouvernement :** YAHAYA AHMED HOUMADI, Secrétaire général du Ministère des finances, du budget et du secteur bancaire ; [ayahoumadi@gmail.com](mailto:ayahoumadi@gmail.com)

**Point focal RCO :** Anzaouir Ben Alioïou ; [ben.anzaouir@un.org](mailto:ben.anzaouir@un.org)

**Chef PUNO:** Snehal V. Soneji ; [Snehal.soneji@undp.org](mailto:Snehal.soneji@undp.org)

**Autres points focaux du PUNO :** Abdoulaye Diarra, [diarraa@who.int](mailto:diarraa@who.int)

**Budget-programme (US\$)**

**Budget total** (selon le document de programme, sans cofinancement) :

**Agence/autres contributions/cofinancement** (le cas échéant) :

**Ventilation des contributions<sup>6</sup> et du cofinancement du Fonds conjoint pour les ODD, par organisation bénéficiaire :**

Agence/Autres	Contribution conjointe du Fonds pour les ODD	Cofinancement	Total
PNUD	<b>850 199</b>	150 000	1000 199
OMS	<b>149 800</b>	20 000	169 800
<b>Total</b>	<b>999 999</b>	<b>170 000</b>	<b>1 169 199</b>

**Détails du consultant externe**

**Nom :** Alfeine Siti Soifiat

**Titre et organisation :** consultante indépendante

**Courriel :** [ss.alfeine@gmail.com](mailto:ss.alfeine@gmail.com)

<sup>1</sup>Le numéro de référence du projet de bureau MPTF est le même que celui du message de notification. Il est également appelé « Numéro de projet » sur la page d'information du projet sur la [PASSERELLE DU BUREAU DU GT PM](#).

<sup>2</sup>La date de début est la date insérée dans le document ProDoc original soumis et approuvé par le Fonds conjoint pour les ODD.

<sup>3</sup>Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'organe de décision/le comité directeur compétent.

<sup>4</sup>S'il y a eu une prolongation, la date de fin révisée et approuvée devrait être reflétée ici. Si aucune prolongation n'a été approuvée, la date de fin actuelle est la même que la date de fin initiale. La date de fin est la même que la date de clôture des opérations, c'est-à-dire la date à laquelle toutes les activités pour lesquelles une organisation participante est responsable en vertu d'un MPTF/JP approuvé ont été achevées. Conformément au PE, les organismes doivent aviser le Bureau du GT PM lorsqu'un programme termine ses activités opérationnelles. Veuillez consulter les [Directives de fermeture des bureaux du MPTF](#).

<sup>5</sup>La clôture financière exige le retour des soldes non dépensés et la présentation de [l'état financier final certifié et du rapport](#).

<sup>6</sup>La contribution conjointe du Fonds pour les ODD est le montant transféré aux organisations des Nations Unies participantes - voir [Portail du bureau du GTMP](#).

## Table des matières

<b>SYNTHESE</b>	<b>6</b>
<b>CONTEXTE</b>	<b>8</b>
<b>RESULTATS DU PROGRAMME CONJOINT</b>	<b>9</b>
<b>1 APERÇU DES RESULTATS STRATEGIQUES FINAUX</b>	<b>9</b>
1.1.	61.2.
	61.3.
	71.4.
	81.5.
	91.6.
	91.7.
	101.8.
	101.9.
	111.10.
<b>112. RESULTATS PAR EFFETS ET PRODUIT DU PROJET CONJOINT</b>	<b>17</b>
2.1.	122.2.
	122.3.
<b>123. DEFIS ET CHANGEMENTS</b>	<b>18</b>
3.1.1.	143.1.2.
<b>144. DURABILITE ET APPROPRIATION PAR LE PAYS</b>	<b>19</b>
4.1.	<b>155. COMMUNICATIONS</b>
	<b>21</b>
5.1.	155.2.
<b>166. ENSEIGNEMENTS ET MEILLEURES PRATIQUES</b>	<b>22</b>
6.1.	176.2.
	<b>17 ANNEXES</b>
	<b>23</b>
<b>ANNEXE 1 : CADRE DE RESULTATS CONSOLIDE</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE 2 : LISTE DES DOCUMENTS STRATEGIQUES</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE 3. MATERIEL DE COMMUNICATION</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE 4 : COMMENTAIRES DES PARTIES PRENANTES</b>	<b>28</b>

## ABRÉVIATIONS

AGID	Administration Générale des Impôts
AU	Union Africaine
BCR	Bureau du coordinateur résident
CGP	Commissariat général au Plan
CPAD	Conférence des partenaires au développement
CNS	Comptes nationaux de la santé
CNFI	Cadre de financement national intégré
DGB	Direction générale du Budget
DFA	Development Finance Assessment
IRF	Impôts sur les Revenus Fonciers
MFBSB	Ministère des Finances du Budget et du Secteur Bancaire
IISF	Inspecteur des Impôts sans Frontières
IRF	Impôts sur le Revenu Foncier
LOFE	Loi Cadre sur les Opérations Financière de l'Etat
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation Mondiale de la santé
PCE	Plan Comores Émergents
PC	Programme conjoint
PTFs	Partenaires techniques et financiers
SHA	
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SNU	Système des Nations Unies
UE	Union Européenne

## SYNTHESE

Le présent programme avait pour objectif d'aider le Gouvernement de l'Union des Comores à renforcer son système financier afin de mieux mobiliser ses ressources nationales et de les affecter aux domaines prioritaires pour les ODD, par (i) l'accroissement de la capacité de mobilisation des ressources internes ii) la mise en place et l'utilisation de mécanismes des outils et des procédures efficaces pour une gestion optimale des ressources (iii) le renforcement du cadre des dépenses du secteur de la santé.

A l'issue de la mise en œuvre du programme conçu dans un premier temps pour une période de deux ans puis prolongé d'une année afin de compenser les retards pris dus à l'effet du COVID, on peut résumer ainsi les trois principaux résultats du programme.

### **L'élaboration de la stratégie de financement et un début de mise en place d'une plateforme nationale multipartite autour du CNFI.**

Cette stratégie est en cours de finalisation et bénéficie d'appropriation du gouvernement qui la considère comme l'outil par excellence pour financer le Plan de relance post-Covid 2022-2026.

Cependant si le comité de surveillance en tant que plateforme de dialogue a joué un rôle déterminant dans la conduite du processus toutefois son secrétariat technique n'a jamais pu être mis en place de manière formelle.

En plus la signature du décret portant mise en place du dispositif institutionnel du PCE a créé une confusion quant au rôle de cette structure par rapport à ce dispositif.

Recommandations :

La signature par le ministre de l'arrêté de mise en place du secrétariat et son opérationnalisation;

La révision du texte mettant en place le comité pour l'adapter à ce nouveau dispositif. Des propositions ont été faites au niveau du document de stratégie.

### **L'élaboration des comptes nationaux de la santé.**

L'objectif du programme était de permettre au ministère de la Santé d'élaborer les comptes 2015, 2019 et 2020. La direction de la planification a procédé à la correction des comptes 2011, a élaboré des CNS de 2015, 2019 et a rédigé le rapport CNS couvrant les exercices 2011, 2015 et 2019. L'équipe nationale des comptes de la santé a été formée à l'outil SHA 2011 de production des comptes, la direction a été dotée d'un matériel informatique et numérique dédié à l'exercice des comptes, et des relations de travail ont été établies avec la direction du Budget pour une institutionnalisation des CNS.

D'après la direction en charge, qui elle s'est bien appropriée du processus, le temps imparti, le manque de ressources humaines ont fait que le processus des CNS 2020 n'a pas pu être finalisé.

Il apparaît également au vu des entretiens que les autorités du Ministère ne se sont pas véritablement approprié afin de pouvoir l'utiliser pleinement pour améliorer la maîtrise des dépenses de santé et la mobilisation de ressources. Toutefois les données CNS sont désormais utilisées pour des décisions financières notamment dans l'élaboration des budgets.

### **Recommandations**

Sensibiliser les parties prenantes en charge des informations et données statistiques à tous les niveaux en vue de faciliter la collecte des données et d'informations pour la production régulière des Comptes de la santé ;

Mettre en place un système de collecte des données routinières.

Renforcer les capacités humaines et techniques de l'équipe nationale des CNS ;

Institutionnaliser les comptes nationaux de la santé.

Organiser des forums de santé au cours desquels les données sur le financement de la santé sont discutées ;

Instaurer un dialogue structurel entre le Ministère de la Santé et le Ministère des Finances/Budget autour de l'analyse de l'espace fiscal entrepris

Au niveau de l'accroissement de la capacité de mobilisation des ressources intérieures, l'organisation d'une évaluation fiscale sur les 20 plus grands contribuables grâce à l'appui de ISSF a fait ressortir un manque à gagner de près de 9 milliards de francs comoriens. Ce qui a permis d'identifier les grandes opportunités existantes dans la mobilisation des ressources internes à travers le redressement de ces entreprises, la mise en place d'un suivi et une meilleure organisation du système de taxation et du recouvrement des ressources internes.

**Recommandation :** Mettre en place sur cette base une grande réforme du système fiscal.

## CONTEXTE

Malgré les mutations opérées au niveau mondial sur le financement du développement, aucune évolution n'a été notée en Union des Comores.

Certes d'importantes étapes ont été franchies en 2015 notamment, l'intégration des ODDs dans le système de planification nationale, leur priorisation, la conduite d'une mission d'intégration d'accélération et de soutien aux politiques, et d'une évaluation du financement du développement.

Par ailleurs, l'Union des Comores a adopté en décembre 2019 son "Plan Comores Émergent 2030" (PCE), qui vise à la réalisation des objectifs de développement durable et ambitionne de conduire le pays sur la voie de l'émergence à l'horizon 2030. Mais la mise en œuvre de ce programme ambitieux, dont le coût a été évalué à 4 milliards de dollars, exige des réformes d'envergure notamment le renforcement de ces capacités pour la mobilisation des ressources internes (privées et publiques) et externes (publiques et privées), leur orientation vers les priorités nationales et l'amélioration de la capacité d'absorption des ressources mobilisées afin d'atteindre les ODD à l'horizon 2030.

La faible performance en matière de mobilisation de ressources publiques s'est traduite par une forte dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement pour le financement de ses investissements.

Le pays est confronté à plusieurs défis majeurs, parmi lesquels :

- ✓ La difficulté à collecter davantage de ressources intérieures malgré des manques à gagner identifiés qui suggèrent qu'il y a un potentiel pour doubler, voire tripler les recettes intérieures.
- ✓ La difficulté à orienter les autres ressources (extérieures et privées) disponibles vers le Programme d'Investissements Publics national et vers les Objectifs de Développement Durable.

L'élaboration des premiers comptes nationaux en matière de santé ont montré que la part du budget consacré à la santé est très faible. Ceci relève donc la nécessité pour l'atteinte des ODDs d'augmenter les ressources allouées à ce secteur et d'en faire une utilisation plus efficiente.

**Ce programme conjoint vise donc à aider le Gouvernement de l'Union des Comores à renforcer son système financier afin de mieux mobiliser ses ressources nationales et de les affecter aux domaines prioritaires pour les ODD, y compris le secteur de la santé.**

La stratégie adoptée consiste à renforcer :

- la capacité nationale de mobilisation des ressources nationales par (i) la réforme du système fiscal, avec l'appui de l'initiative IISF, et le renforcement de la taxation du secteur informel (ii) l'élaboration d'un cadre de financement national intégré (CFNI) susceptible de mobiliser l'adhésion de toutes les parties prenantes pour élaborer une stratégie de financement du développement adaptée aux principaux goulots d'étranglement dont souffre le système de financement du développement des Comores.
- les capacités du secteur de la santé à évaluer, surveiller et exécuter les ressources allouées au système de santé.

Ce programme conjoint devrait fournir ainsi l'occasion d'aligner les politiques de financement sur les priorités nationales de développement durable et les ODD

## RESULTATS DU PROGRAMME CONJOINT

### 1 APERÇU DES RESULTATS STRATEGIQUES FINAUX

#### 1.1. Évaluation globale

##### **Conforme aux attentes (résultats attendus du PC)**

Malgré les quelques difficultés rencontrées dans la conduite du programme, on déduit de la revue documentaire et des entretiens menées avec les principales parties prenantes, que le programme a été moyennement satisfaisant. On est en mesure de dire qu'au regard de la durée du projet, le fait que le SNU travaillait pour la première fois avec le MFSB les résultats étaient trop ambitieux.

En même temps, plusieurs activités programmées n'auraient pas pu produire les résultats définis que sur des périodes assez longues.

La stratégie de financement a été élaborée et validée par le comité de surveillance même si en raison des retards pris le mécanisme de d'opérationnalisation n'a pas pu être finalisé et mis en œuvre.

Les comptes nationaux de la santé ont été élaborés en majeure partie et l'équipe en charge dispose des capacités techniques pour continuer le processus.

Concernant la mobilisation des ressources intérieures, on peut observer une réelle appropriation des autorités et des opportunités importantes qui sont identifiées.

Par contre le processus de modernisation de la gestion du PIP et pour la mise en place du budget programme même s'il a été entamé n'a pas pu être achevés.

Il apparaît que le PC a permis de créer des partenariats stratégiques au niveau national et au niveau des PTFs.

#### 1.2. Principaux résultats obtenus

Les trois principaux résultats réalisés par le programme conjoint sont :

- ✓ Produit 2.1 / Une stratégie de financement adaptée pour répondre aux principaux défis soulignés dans le DFA est conçue et une plate-forme nationale multipartite est mise en place pour faciliter le dialogue et la participation autour du CNFI.

Le programme a en effet permis après la mise à jour du DFA, suite à la crise sanitaire de Covid 19 d'obtenir auprès du gouvernement un engagement de haut niveau matérialisé par la mise en place par décret N° 22-032/PR du 23 Mars 2023 d'un comité de surveillance présidé par le ministre des Finances et Co-présidé par le PNUD et l'UE. Ce comité a comme rôle de superviser, orienter et coordonner toutes les activités liées à la mise en place de l'INFF aux Comores et son opérationnalisation.

Sous la supervision technique du secrétaire général du MFSB, l'équipe technique composée d'une expertise internationale financée par l'Union Européenne et deux consultants nationaux mobilisé par le programme conjoint, a élaboré une feuille de route basée sur les défis identifiés dans le DFA et sur cette base, a lancé un processus intensif de dialogues avec de toutes les parties prenantes sur l'ensemble du territoire. Ce qui a permis d'identifier et de prioriser des réformes propres à assurer la mobilisation de ressources dans chaque type de financement et garantir leur alignement sur les priorités du PCE (ii) proposer un cadre de gouvernance arrimé au dispositif de suivi du PCE.

Le Comité de surveillance devra par la suite assurer l'opérationnalisation du CNFI même s'il est proposé au niveau de la stratégie de procéder à une révision pour l'adapter au dispositif institutionnel de suivi du PCE.

- ✓ Produit 3, « le programme a permis la correction des comptes 2011 et l'élaboration et la validation des comptes 2015 et 2019

Les capacités de l'équipe nationale des CNS ont été renforcées aux outils HAPT et SHA2001 et des équipements et outils informatiques mis à leur disposition pour la production régulière des données des comptes de la santé ;

Le Ministère de la Santé dispose donc d'informations précises sur la nature et l'origine de ses financements pour déterminer ses allocations au niveau du budget national, mobiliser des ressources et orienter ses ressources vers ses priorités.

Le financement de la santé est de plus en plus priorisé au sein du Ministère de la santé et une collaboration est établie avec la direction du Budget. Toutefois des efforts devront continuer pour inciter les plus hautes autorités pour intégrer ce domaine dans leurs priorités.

- ✓ 1 « D'ici 2021, la capacité de mobilisation des ressources internes s'est accrue », à la demande du gouvernement une expertise a été mobilisée pour la réalisation d'un contrôle fiscal sur des grandes entreprises.

Le contrôle fiscal réalisé a permis au gouvernement comorien de cerner les possibilités existantes pour améliorer de manière significative le recouvrement des recettes domestiques, Il a permis en effet d'identifier les irrégularités des dossiers fiscaux, de réexaminer le code des impôts et de renforcer les capacités de contrôle des agents de l'AGID.

### 1.3. Résultats obtenus sur les composantes du CNFI

Etapes de mise en œuvre	Prévues (0%)	Emergents (1-49% de progrès)	Avancés (50-99% de progrès)	Achevés (100% de progrès)	Précédemment complété	Non applicable
<b>1. Phase de démarrage</b>				☒		
<b>2. Evaluation et diagnostique</b>				☒		
<b>3. Stratégie de financement</b>				☒		
<b>4. Surveillance et révision</b>						
<b>5. Gouvernance et coordination</b>						

Au cours de cette phase initiale, le PC a d'abord procédé à la révision du DFA lancée en 2017, il avait abouti à une analyse exhaustive des potentialités de financement en Union des Comores et à l'élaboration d'une feuille de route préliminaire qui devrait servir de base pour les de l'élaboration du CNFI. Le PC a mobilisé une expertise pour la révision du document sur la base de l'étude sur l'impact du COVID, et a procédé à sa validation et à sa vulgarisation.

Il était donc ressorti le diagnostic des sources de financements internes et externes que les Comores disposaient d'une potentialité de sources de financement pouvant contribuer à la réalisation des ODDS.

Après cela, le plaidoyer mené auprès du gouvernement par le PNUD a permis de jeter les bases de l'appropriation nationale. C'est ainsi que le gouvernement s'est engagé à très haut niveau en mettant en place par décret le comité de surveillance composé de membres de haut niveau issus du gouvernement, des partenaires au développement, de la société civile, et du secteur privé. Instance de pilotage de l'élaboration de la stratégie, ce comité de surveillance était présidé par le ministre des Finances et son secrétariat assuré par son secrétaire général.

L'équipe technique composée d'une expertise internationale et de deux consultants nationaux a procédé à l'élaboration d'un rapport de démarrage incluant une feuille de route et un calendrier de travail.

A l'issue de cette phase initiale, en plus d'un DFA, le PC disposait aussi de la structure d'ancrage institutionnel, d'une feuille de route pour la conduite de tout le processus et un calendrier de travail. L'équipe a fait une étude approfondie des réformes proposées au niveau du DFA. Pour chaque type de financement il a été établi les évolutions et les nouvelles initiatives depuis la conclusion du DFA. A défaut de pouvoir disposer d'informations plus détaillé par ODD ou au niveau de chaque secteur, l'évaluation des besoins de financements a retenu les besoins exprimés dans les projets phares et structurants qui couvrent les principaux objectifs d'investissement par rapport aux besoins de



financement inscrit dans le PCE et en tenant compte des décaissements faits suite aux annonces faites au cours de la CPAD.

Sur cette base une proposition de la structure a pu être présenté au comité de surveillance pour validation avec comme objectif global «**Opérationnaliser les réformes et politiques stratégiques pour un cadre national de financement intégré, efficace et durable du Plan Comores Émergents 2030** »

De manière spécifique, il s'agit de

- ✓ Accroître l'espace budgétaire disponible pour les investissements prioritaires par un système de gestion performant et la mobilisation efficace de nouvelles recettes ;
- ✓ Identifier, mobiliser et mieux aligner des financements et investissements extérieurs et innovants vers les priorités nationales et programmes leviers de l'émergence ;
- ✓ Faciliter la contribution d'un secteur privé engagé dans la transformation, la commercialisation et l'exportation de produits comoriens de qualité ;
- ✓ Assurer la cohérence entre les besoins d'une croissance forte et des financements adaptés aux principes de durabilité, pacte social et innovation ;

Un cadre de gouvernance et de coordination efficace qui simplifie l'allocation, l'exécution et le suivi-évaluation optimal des ressources.

La stratégie de financement a retenu parmi les priorités immédiates, des réformes stratégiques clés qui adressent des manques à gagner clairement identifiés et qui pourrait permettre doubler le budget d'investissements :

- en assurant le renforcement des procédures fiscales dans le cadre d'une réforme unique et suivie qui rassemble l'ensemble des acteurs et des projets d'appui autour d'une table et d'une feuille de route concertée.
- L'optimisation de l'exécution des engagements extérieurs inscrits dans le Programme d'investissements publics, en renforçant les chaînes de planification et de suivi des engagements,
- un meilleur alignement de la part des transferts de fonds de la diaspora qui sont déjà dirigés vers le développement local représentent 20 – 30 milliards de FC sans qu'aucun engagement supplémentaire ne soit nécessaire

Du fait du retard accusé en début de projet, le document de stratégie a été présenté au comité de surveillance pour validation au mois de décembre 2022 pour validation. Il est actuellement en cours de finalisation

#### 1.4. Contribution à l'accélération des ODD

Indicateurs des ODD	Ligne de base	Cible prévue 2022	Résultats obtenus/à atteindre dans un avenir proche	Motifs de l'écart par rapport aux objectifs, le cas échéant
Indicateur d'effet 1.1 Total des recettes publiques en proportion du PIB	7,9 %	10 %	10% (2022)	Objectif atteint du fait des efforts menées au niveau du gouvernement
Indicateur de produit 1.1.1 : Proportion du budget national financé par les impôts nationaux	59,46 % (2019)	64,46 %	56%	L'écart vient du fait qu'on a eu une importante augmentation des dépenses pour répondre à la crise sanitaire
Indicateur 2.1.1 Pourcentage de défis prioritaires mis en œuvre par le pays	0%	15%	13%	L'information n'était pas disponible pour pouvoir alimenter l'indicateur. Seulement selon les intervenants la feuille de

				route(validé par la task force) qui a conduit le processus d'élaboration de la stratégie a intégré l'ensemble des défis identifiés dans le DFA
Indicateur de produit 2.1.2 : Mécanisme de surveillance du Cadre de financement national intégré (CFNI) mis en place et opérationnel	Non	Mécanisme du CFNI opérationnel		Mécanisme est en place mais il n'est pas encore opérationnalisé
Indicateur de produit 3.1.2 : Pourcentage des dépenses de santé financées par l'État	27,17 % (2019)	32 %	38%	Objectif dépassé
Indicateur de produit 3.2.1 : Nombre d'exercices pour lesquels les comptes nationaux de la santé ont été établis	2 (2019)	4	3	en raison du COVID le personnel n'était pas disponible pendant la période

### 1.5. Contribution aux flux de financement des ODD

La stratégie de financement à été conçue pour faciliter les conditions de mise en œuvre et le financement des ODDs en mobilisant l'ensemble des acteurs derrière ses objectifs et permettre ainsi la mobilisation de flux financiers publics et privés.

Elle a en effet été élaborée sur la base d'un processus intensif de dialogues sur le financement du développement au niveau central et sur les îles d'Anjouan, Ngazidja et Mohéli. Il est prévu qu'elle soit appuyée par le Comité de surveillance du CNFI et un Secrétariat Technique qui devait permettre d'assurer un suivi étroit des réformes proposées au sein du MFBSB au niveau central et sur les îles. De même, des liens de collaboration claires ont été établis avec les autres institutions, équipes et plateformes multi-acteurs en charge de la mobilisation des ressources extérieures, privées et innovantes

La stratégie de financement a permis de générer un premier consensus des acteurs impliqués autour des grands axes de réforme pour adresser les manques à gagner identifiés.

Pour adresser ces défis, elle a identifié, parmi les priorités immédiates, un certain nombre d'actions stratégiques clefs qui adressent des manques à gagner clairement identifiés.

Elle est actuellement en cours de finalisation et les structures prévues pour assurer le suivi de sa mise en œuvre ne sont pas encore complètement fonctionnelles. Ce qui rends difficile la possibilité de pouvoir mesurer les premiers signes de mobilisation de ressources financières supplémentaires en faveur des ODDs ainsi que les résultats obtenus

### 1.6. Résultats obtenus en matière de contribution à la réforme du SNUD

La gestion de ce projet conjoint est assurée par le PNUD en collaboration avec l'OMS qui devait assurer l'exécution des activités liées à la santé. La programmation a été faite de manière conjointe et un seul comité de pilotage a assuré la supervision des activités du projet.

Durant l'exécution du projet, le coordinateur, les points focaux désignés au niveau du PNUD, du BCR et de l'OMS se sont organisés de manière à ce que chaque agence y apporte sa valeur ajoutée.

C'est ainsi que OMS qui ne disposait pas de capacité en matière d'élaboration de comptes financiers n'a pas eu à faire appel à une expertise extérieure dans la mobilisation de l'expertise et le suivi des travaux des consultants et que pour les interventions au niveau de la Santé, le Coordinateur a fait constamment appel à l'OMS. Ce qui a permis d'éviter les doubles emplois et de réduire le temps de travail.

Selon les points focaux des agences, la conception du projet, sa mise en œuvre et son suivi ont apporté des changements importants dans leur façon de collaborer. Cette étroite collaboration

semble avoir permis de renforcer leur partenariat mais également les capacités des uns et des autres dans des domaines nouveaux.

Concernant le partenariat avec le gouvernement, notons que c'est la première fois que les agences du SNU exécutent des activités directement avec le MFBSB. Il a donc été très difficile de créer les contacts nécessaires pour une appropriation du projet. Cela a d'ailleurs causé un retard important dans la réalisation des activités. Le plaidoyer mené par la Représentante Résidente du PNUD a permis par la suite d'engager le ministre et son secrétaire général dans la mise en œuvre de ce programme conjoint et surtout sur le processus de la mise en place du CNFI. C'est ainsi que le Ministre, a présidé personnellement toutes les réunions du Comité de surveillance. Le secrétaire général quant à lui, a dirigé tout le processus de consultation des parties prenantes et a désigné un point focal pour assurer le bon fonctionnement du secrétariat technique du Comité de surveillance.

Bien que les discussions entamés pour la mise en place du budget programme n'ont pas abouti au résultat attendu, ils ont permis la création d'un espace d'échanges incluant la DGB, le Président de la Commission des lois, le PNUD, l'UNICEF et l'OMS sous le leadership du secrétaire général du MFBSB.

Ce cadre même s'il n'a pas été formalisé a facilité également les consultations lors de l'élaboration de l'INFF ou le Président de la commission des finances a joué un rôle prépondérant. L'OMS affirme que cette collaboration lui a permis de travailler directement avec ces nouveaux partenaires et qu'elle sera par la suite en mesure de les solliciter pour finaliser l'activité avec d'autres financements.

Le programme a contribué à l'élaboration du cadre de coopération du SNU car le DFA a servi d'intrants dans toute partie relative au partenariat (ODD7 et la stratégie INFF pourra contribuer à l'élaboration de sa stratégie de financement.

#### 1.7. Résultats obtenus sur des questions transversales

Partant de l'objectif spécifique n° 4 « Assurer la cohérence entre les besoins d'une croissance forte et des financements adaptés aux principes de durabilité, pacte social et innovation », la stratégie de financement énonce quelques éléments à prendre en compte par rapport aux questions transversales.

Ces éléments concernent plus spécifiquement :

- la garantie de l'accès des personnes vivants avec de faibles revenus aux services de santé en s'assurant que les modalités de gestion des structures ne constitue pas une entrave au niveau des choix d'investissement
- la proposition de réformes contribuant à l'autonomisation des femmes. Il s'agit notamment de les accompagner pour la sortie de l'informalité par la mise en place d'une politique juste et efficace, et de renforcer l'accès au financement bancaire et à l'offre de formation et d'accompagnement en tenant compte des besoins spécifiques des femmes.

L'élaboration de l'Étude sur l'économie informelle devrait permettre de garantir que la fiscalisation ne sera pas faite au détriment des personnes vulnérables dont les femmes qui détiennent la majorité des activités informelles

#### 1.8. Résultats obtenus en matière de relèvement post-COVID-19

Le Gouvernement a réalisé une étude intégrée et approfondie donnant une vue d'ensemble de l'impact de la pandémie et ses suites sur le développement économique et social du pays.

Dans un souci de relancer la dynamique de croissance, et de maintenir une trajectoire favorable à l'émergence des Comores à l'horizon 2030 et à l'atteinte des ODD, un **Plan de relance post-Covid19** qui s'inscrit comme instrument d'opérationnalisation du PCE pour la période 2022-2026 est en cours de finalisation.

La stratégie de financement élaborée avec l'appui de ce programme conjoint est considérée quant à elle comme l'outil par excellence que le gouvernement et ses partenaires comptent utiliser pour mobiliser davantage les financements identifiés et les orienter vers les priorités du Plan de relance.

Le programme conjoint a également permis au Ministère de la Santé de disposer à ce jour des CNS 2015 et 2019, couplées avec les données révisées de 2011, d'être en mesure de connaître avec précision l'évolution de ses dépenses, ses sources de financement et donc de mieux identifier ses priorités.

Ces informations lui permettront d'appuyer la mobilisation de ressources nécessaires pour financer la reprise post pandémie.

### 1.9. *Partenariats stratégiques*

Pendant la période de sa mise en œuvre, le PC a pu créer l'environnement nécessaire pour le renforcement du partenariat des PTFs traditionnels intervenant dans les Finances Publiques (la France, l'Union Européenne, le FMI, La Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement). Le plaidoyer mené par le PNUD auprès d'eux surtout autour du CNFI a en effet permis d'engager l'Union Européenne dans le processus par la prise en charge du financement de l'expertise internationale et la participation active au Comité de surveillance. Il a permis également l'engagement de tous ces partenaires à participer à l'exercice notamment (i) en intégrant la task force mis en place pour suivre le processus d'élaboration du CNF (ii) en participant aux consultations et à la priorisation des réformes proposée au niveau de la stratégie.

Même si le dispositif institutionnel de suivi du PCE n'avait pas été mis en place de manière formelle, le PNUD a initié au sein du GTD Paix, les rencontres d'un sous-groupe « Macroéconomie – Finances Publiques », en organisant quelques réunions avec les partenaires intervenant dans ces domaines. Le but était de pouvoir harmoniser leurs interventions et éviter les doublons au sein du secteur. Notons toutefois que ce sous-groupe a été créé à l'initiative des PTFs, cette division en sous- groupes n'a pas été validé au niveau du gouvernement, la partie nationale ne participait pas aux travaux de ce sous-groupe. Il est très difficile de pouvoir assurer une coordination dans ces conditions

Des partenariats se sont aussi créés au sein du SNU:

- le Hub Finance du PNUD à Pretoria a eu à apporter ses conseils et son soutien technique tout au long du processus d'élaboration du CNFI.
- Le partenariat technique et financier avec le BIT permis aux deux agences de travailler ensemble sur « L'étude sur l'économie informelle en Union des Comores ». Cette étude devait permettre au JP de bien de satisfaire le résultat 1.3 relatif à « la taxation du sectoriel est renforcé » afin d'aider le pays à atténuer les effets sur les populations vulnérables. Le BIT a contribué à hauteur de 70 000 dollars sur un budget total 230 000 dollars.

Dans le domaine du budget programme, le PC a aussi travaillé en étroite collaboration avec la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, l'UNICEF et la direction Générale de Budget. Ces travaux ont permis de renforcer les capacités de la DGB et de mettre en place une task force composée des membres de ces différentes institutions pour superviser les travaux relatifs à la mise en place d'un budget citoyen/ budget ouvert. Une mission de formation, de sensibilisation et de partage d'expérience à été organisée à Abuja au Nigeria sur les thématiques « INFF et Budget ouverts », la délégation comorienne a été prise en charge par le PNUD et l'UNICEF

### 1.10. *Financement supplémentaire mobilisé*

Source de financement	Oui	Non	Type de co-financement/cofinancement	Nom de l'organisation	Montant USD	Commentaires
Gouvernement	x	■	Mise à disposition d'un bureau pour le projet	MFBSB		l'apport n'a pas été chiffré
Donateurs/IFI	■	■				
Secteur privé	■	■				
PUNO	■	■				
Autres partenaires	x	■	Financement de l'expertise internationale mobilisée pour l'élaboration de la stratégie de financement	Union Européenne		Le montant n'a toujours pas été communiqué
		■	Participation au financement de l'étude sur le secteur informel	BIT	80 000 Dollar	

## 2. RESULTATS PAR EFFETS ET PRODUIT DU PROJET CONJOINT

### 1.1. Résultats obtenus au niveau des résultats globaux du Fonds

La consultante ne disposait pas des informations pour remplir ce tableau et faire des commentaires

### 1.2. Résultats obtenus au niveau des objectifs spécifiques du projet conjoint

Pour atteindre l'objectif principal du PC qui est d'aider le Gouvernement à mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre ses objectifs de développement national ainsi que les ODD, le PC devait permettre :

- **D'accroître la capacité de mobilisation des ressources internes en appuyant la réforme du système fiscal.**

La réforme fiscale n'a pas été engagée, cependant le projet a permis l'identification claire des opportunités existantes ainsi que les domaines sur lesquels cette réforme devra porter. Le temps imparti et les capacités de la direction des impôts n'ont pas permis de lancer la réforme mais les autorités disposent de tous les éléments pour la lancer.

- **D'améliorer la gestion des ressources de développement en vue d'atteindre les ODD par la conception d'une stratégie de financement adaptée** pour répondre aux principaux défis mis en évidence dans l'évaluation du financement du développement qui devra être accompagnée par la modernisation de la gestion du PIP, incluant l'informatisation de son cycle complet et l'introduction de marqueurs ODD, et enfin, soutenue par la mise en œuvre de la réforme de la budgétisation axée sur les performances pour un meilleur alignement du budget sur la stratégie nationale de développement.

Le résultat a été atteint en grande partie dans la mesure où la feuille de route élaborée pour l'élaboration de la stratégie et validé par le Comité de surveillance a relevé l'ensemble des défis identifiés dans le DFA.

Par contre la modernisation de la gestion du PIP a été entamée mais n'a pas pu être réalisée ainsi que la réforme de la budgétisation.

Cependant les travaux engagés, les réflexions menées dans le domaine ont été reflétées dans la LOFE promulguée en juin 2022.

- **De renforcement du cadre des dépenses publiques du secteur de la santé pour plus de transparence et d'efficacité dans la mise en œuvre des ODD.**

Malgré un contexte très difficile dû à la pandémie, les CNS ont été élaborés et un rapport d'analyse couvrant les 3 exercices a été élaboré.

Actuellement, l'équipe nationale en charge dispose des capacités techniques pour continuer le processus. Les capacités de six cadres de l'équipe nationale chargée du financement de la santé ont été renforcées pour évaluer le système national de financement de la santé afin de comprendre ses défis et identifier les priorités politiques nécessaires pour progresser vers la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) et sur l'achat stratégique des soins de santé primaire.

La direction de planification de la santé est dotée d'un matériel informatique et numérique dédié à l'exercice des comptes et des relations de travail ont été établies avec la DGB. L'institutionnalisation des CNS est donc garantie.

### 1.3. Résultats obtenus au niveau des produits du projet commun

#### **La réforme du système fiscal du pays est mise en œuvre**

Le niveau du budget national financé par les impôts ciblés à 64% a atteint 48,03%. Malgré les efforts déployés par le gouvernement qui ont donné lieu à une augmentation des ressources, en raison de l'apparition du COVID, les dépenses de l'Etat ont considérablement augmenté.

Notons qu'en raison des difficultés éprouvées pour la mobilisation de l'IISF un consultant a été mobilisé pour l'évaluation fiscale des 20 grandes entreprises et a identifié plus de 9 milliards le manque à gagner. Des propositions ont été faites pour le recouvrement de ces fonds.

La réforme n'ayant pas été lancée, les mécanismes d'appel pour une résolution efficace des litiges fiscaux n'ont pas pu être mises en place

### **La taxation du secteur informel est renforcée.**

L'étude économique sur le secteur informel a été réalisée mais le temps imparti et les capacités de l'AGID n'ont pas permis d'opérationnaliser un service chargé de la fiscalité du secteur. Des mesures d'atténuation des pertes ont été lancées : la dotation de motos pour faciliter le rapprochement avec des potentiels contribuables, et un recensement des personnes imposables à l'IRF.

### **Une stratégie de financement adaptée pour répondre aux principaux défis soulignés dans le DFA**

L'ensemble des défis relevés dans le DFA ont été intégrés dans la feuille de route qui a conduit le processus d'élaboration de la stratégie. La stratégie est actuellement en cours de validation politique. La plateforme multipartite a été mise en place à travers le Comité de surveillance.

### **Le processus de modernisation de la gestion du PIP est renforcé**

Un module informatique du PIP dans a été introduit dans le système DAD et des cadres du CGP ont été formés à sa gestion.

Seulement le CGP n'a pas été en mesure de mobiliser le personnel nécessaire pour assurer le fonctionnement et la maintenance de la plateforme. Les 68 marqueurs ODD n'ont pas pu être intégrés dans le système, la plateforme n'ayant pas été opérationnalisée.

### **Une réforme de la budgétisation axée sur les performances est mise en œuvre**

Seuls les secteurs Éducation et Santé disposent d'unités de planification sectorielles donc pourraient être en mesure de mettre en œuvre des réformes en matière de budgétisation axée sur les performances et une budgétisation par programme tenant compte des besoins des femmes. Ces secteurs ont donc reçu les formations prévues.

Notons, le décret mettant en place le DISMO vient d'être signé ce qui va permettre la généralisation des UPS avec l'appui des PTFs

### **Une analyse des dépenses publiques dans le secteur de la santé est entreprise.**

Le pourcentage des dépenses des ménages par rapport aux dépenses totales de santé ciblé à 42% a atteint 32% suite des effets du COVID et la construction d'infrastructures.

### **Les CNS sont établis aux fins d'une compréhension et la maîtrise des dépenses de santé**

La cible retenue était de pouvoir disposer de 4 CNS , Le CNS 2011 corrigés, et ceux de 2015/ 2019 élaborés et validés.

La détermination des résultats est basée sur des données produites par le rapport d'exécution de la DGB.

### 3. DEFIS ET CHANGEMENTS

#### 3.1.1. Défis rencontrés par le projet conjoint

Le programme conjoint a connu des retards et des blocages dans la mise en œuvre des activités qui ont affecté considérablement l'atteinte des résultats. C'est ainsi que les comptes de la santé n'ont pas pu être achevés en totalité et la stratégie de financement n'était pas finalisée à la fin du projet. Comme la plupart des programmes dans la période, la mise en œuvre des activités a été lourdement impactée par la crise du COVID. C'est ainsi qu'une modification a été apportée sur la durée du projet qui avait été prolongé jusqu'en décembre 2022 sans incidence financière

On peut citer également :

- les difficultés rencontrées par le coordonnateur à établir les contacts nécessaires au niveau du ministère des Finances et du Budget , interlocuteur principal. Il s'agissait en effet de la première intervention du PNUD dans ce ministère et le secrétaire général assurait la direction du projet.
- les changements intervenus au niveau du ministère au cours de la période de mise en œuvre. Le secrétaire général directeur national du projet a été changé après 15 mois d'exécution du projet puis un remaniement ministériel a eu lieu.
- Au niveau du PNUD, suite à la mise à retraite de l'économiste national juin 2022, 6 mois avant la clôture du projet conjoint, il a été remplacé par le coordonnateur du projet conjoint et ce dernier n'a pas été remplacé jusqu'à la fin du projet.
- Le retard accusé dans le démarrage du processus d'élaboration de la CNFI du fait du retard dans la signature du décret présidentiel de mise en place du Comité de Surveillance, une mauvaise estimation du temps nécessaire pour l'élaboration de la stratégie de financement. Pour pallier à cela au niveau de la stratégie de financement les contrats des consultants ont été réaménagés
- Le remaniement gouvernemental du 7 mai 2022, a retardé la tenue de la première réunion du Comité de Surveillance qui constitue le point de démarrage des consultations nationales sur le financement du développement.
- Pour la gestion de la crise COVID, le personnel supplémentaire mis à la disposition de la direction de la planification pour pallier aux manque de ressources humaines a été retiré.
- les négociations avec l'OCDE ont pris beaucoup de temps que prévu et n'ont pas permis au Gouvernement de conclure un Programme avec l'IISF malgré la volonté manifestée par le Gouvernement.

#### 3.1.2. Modifications apportées au projet conjoint (le cas échéant)

Il n'y a pas eu e modifications apportées au projet en tant que tel.

Les seules modifications concernent les délais d'exécution. Une prorogation sans cout a été accordé en ce sens.



## 4. DURABILITE ET APPROPRIATION PAR LE PAYS

### 4.1. Durabilité et appropriation par le pays

L'évaluation estime que le nombre important de partenaires nationaux et de secteurs touchés à chaque étape du processus peut constituer une garantie pour la durabilité et l'évolution des réformes. Toutefois si des actions de vulgarisation et de mise en œuvre ne sont pas entamées dès maintenant, ces bénéfices seraient perdus rapidement.

Le renforcement de l'équipe des consultants par deux cadres du MFBSB qui ont participé à l'ensemble du processus constitue aussi un atout majeur pour le suivi de sa mise en œuvre.

Il faudrait aussi que le cadre de gouvernance soit clairement défini pour que les missions des uns et des autres puissent être claires et que l'harmonisation des actions menées par l'ensemble des partenaires intervenant dans les finances publiques soit garantie. A titre d'exemple, toutes les dispositions devront être prises pour que la stratégie des finances publiques en cours d'élaboration. Trois goulots d'étranglement ont été principalement identifiés :

- i) La difficulté de pérenniser les réformes, d'archiver la documentation respective et d'assurer un suivi de haut niveau coordonné parmi l'ensemble des acteurs. Souvent des initiatives de réforme sont remplacées par d'autres sans avoir été évaluées.
- ii) L'absence de clarté sur les rôles et responsabilités des procédures impliquant les acteurs de la planification et du suivi. Le grand nombre de plateformes et agences actuellement existantes doit être rationalisé et formalisé dans des chaînes d'intervention où chaque acteur connaît son rôle. Il est également important de clairement impliquer les autorités et acteurs insulaires et locaux qui sont au plus près des résultats des projets et programmes. Un manuel de référence de référence de l'écosystème du suivi pourrait clarifier ces procédures.
- iii) Le défi de faire fonctionner les structures centrales d'appui (p.ex. Secrétariats des dispositifs de suivi, Unités de planification sectorielles, etc.) et d'opérationnaliser des bases de données intégrées. Un fonds commun alimenté conjointement par la ligne budgétaire suivi-évaluation de chaque projet et le budget national pourrait résoudre ce défi.

*La présente stratégie de financement a été conçue pour compléter les efforts d'opérationnalisation du PCE avec un véritable écosystème national du financement du développement durable. .*

*Le gouvernement s'est déjà engagé au cours de la réunion de Haut Niveau sur suivi de la CPAD à considérer la Stratégie de Financement comme outil pour la mobilisation des ressources pour le financement du PCE*

Des efforts importants ont été faits pour s'assurer que toutes les parties prenantes ont pu être identifiées pour participer aux larges consultations menées à tous les niveaux et qui constituent les seules actions de renforcement de capacités.

Si au niveau des départements ministériels et au niveau local le ciblage a été facile ( du fait notamment de l'existence de projet de texte pour la mise en place du dispositif de suivi du PCE), au niveau du secteur privé et de la société civile, l'opération s'est avérée très difficile. Il n'existe en effet aucun moyen de connaître les représentants de ces secteurs. Le choix se fait donc de manière très aléatoire.

En raison des difficultés identifiées, sa mise en œuvre de la stratégie exigera la mobilisation d'appuis financiers et techniques d'envergure. Dans un premier temps l'opérationnalisation du secrétariat technique et renforcer le fonctionnement du sous-secteur finances publiques constituent une première urgence . Par la suite des actions d'envergure devront être menées pour la mise en place d'un cadre de planification efficace devant permettre d'orienter les ressources obtenues vers les priorités identifiées. Le soutien de l'ONU demeure donc indispensable.

## 5. COMMUNICATIONS

### 5.1. Produits de communication

Le projet a élaboré une stratégie de communication.

En matière de communication interne :

- Le PC a contribué à l'élaboration la Newsletter du PNUD à raison de 4 éditions par an



- Il a procédé à la production et la diffusion des rapports du projet notamment le DFA.
- Au niveau de la communication externe, les activités ont été réalisées :
- A travers les médias, des interviews dans la presse locale ont été réalisées au cours des réunions du comité de surveillance par le Ministre des Finances et du Budget et la Représentante résidente du PNUD et au cours des comités de pilotage.
  - le PC a produits des banderoles qu'il a affiché au cours l'ensemble des réunions du comités de pilotage, à l'occasion des journées des Nations unies et de l'atelier de validation de l'Étude économique
  - Des visites de terrains ont été organisés suivi d'interviews dans la presse.
  - La diffusion sur les réseaux sociaux d'interviews de la Représentante Résidente du PNUD du directeur de la coopération internationale.
- Le budget global prévu est de 2500 Dollar mais la mission n'a pas pu avoir accès aux coûts des activités réalisées.

## 5.2. Événements

Type d'évènement	Oui	Non	Nombre d'événements	Brève description et points éventuellement saillants
Évènement de lancement JP (obligatoire)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4	<i>1- Atelier national de validation du DFA            2- Atelier national de lancement du projet            3- Atelier de lancement des travaux du comité de surveillance et de lancement de l'INFF            4- Atelier de validation de stratégie de financement</i>
Manifestation annuelle des donateurs* (obligatoire)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Évènement des partenaires *** (facultatif)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

## 6. ENSEIGNEMENTS ET MEILLEURES PRATIQUES

### 6.1. Principaux enseignements, meilleures pratiques et recommandations sur le financement des ODD

La désignation par le secrétaire général du MFSB de deux membres de son personnel pour soutenir l'équipe de consultants a été d'une importance capitale.

En plus du soutien d'envergure apporté dans les tâches de logistique (organisation des consultations et des tournées au niveau des îles etc ), l'identification et la sensibilisation des parties prenantes et l'établissement de liaison avec les différents départements, ces cadres seront en mesure de faire fonctionner le secrétariat technique et permettre que les processus développés soient reproduits à l'avenir.

L'implication du ministre et de la représentante résidente dans les travaux du comité de surveillance a eu pour conséquence de mobiliser l'ensemble des responsables nationaux et des partenaires.

Cependant la finalité étant le financement des ODDs, le fonctionnement de la structure en charge du suivi de la mise en œuvre des ODDs, l'opérationnalisation du DISMO constitue des conditions importantes.

Il a été démontré à travers la cartographie que le financement des structures de coordination constitue la seule garantie de pouvoir mobiliser. Le soutien devrait donc être orienté vers le fonctionnement des secrétariats.

Les actions sur la mise en place d'un cadre de planification constituent une urgence pour permettre d'orienter les fonds vers la réalisation des ODDs.

### 6.2. Principaux enseignements, meilleures pratiques et recommandations en matière de programmation conjointe

Au niveau des Nations Unies, la mise en œuvre de ce programme conjoint est considérée comme une réussite par rapport à d'autres PC en cours.

Il apparaît en effet qu'il a bénéficié d'une réelle coordination, le suivi de la mise en œuvre des activités par les agences impliquées était assuré et les échanges constants ont renforcé les capacités des uns des autres et ont évité les doublons dans la réalisation des différentes activités. .

Cela s'explique par le fait que ce programme contrairement aux autres programmes conjoints a bénéficié d'une cellule d'exécution mise en place par le PNUD et composée d'un coordonnateur et d'une assistance administrative et doté d'un véhicule et d'un local attribué par le MFSB.

Elle a assuré le suivi de l'exécution des activités du projet et coordonnait l'ensemble des parties prenantes notamment dans la programmation des activités.

La cadre de dialogue établi au niveau du BCR a joué également un rôle prépondérant.

Cette organisation devrait être intégrée dans tout nouveau programme et devra être améliorée par l'élaboration conjointe des rapports d'étapes et le partage des compte rendus des réunions de concertation.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : CADRE DE RESULTATS CONSOLIDE

1. *Contribution du programme commun aux résultats programmatiques mondiaux (durée totale du programme)*

Résultat mondial 2 du Fonds conjoint pour les ODD : des financements supplémentaires mobilisés pour accélérer la réalisation des ODD (voir le tableau complet ci-dessous)

Indicateurs	Référence 2019	Cible (fin de la période de planification)	Résultat (fin de la période de planification)	Remarques
<b>2.1.</b> US\$ & Ratio de financement pour des solutions multisectorielles intégrées avec effet de levier désagrégé en termes de fonds publics et privés				
2.1 : Ratio de financement des solutions multisectorielles intégrées mobilisées en termes de portée <sup>7</sup>				
2.2 : Ratio de financement des solutions multisectorielles intégrées mobilisées en termes d'échelle <sup>8</sup>				

<sup>7</sup> Ressources supplémentaires mobilisées pour d'autres secteurs ou par le biais de nouvelles sources ou de nouveaux moyens.

<sup>8</sup> Ressources supplémentaires mobilisées pour la même solution multisectorielle.

Produit mondial 4 du Fonds conjoint pour les ODD : Stratégies de financement intégrées pour accélérer les progrès en matière d'ODD mises en œuvre (Compléter le tableau ci-dessous et fournir des détails sur demande)

Indicateurs	Référence 2019	Cible (fin de la période de planification)	Résultat (fin de la période de validité)	Remarques
<b>4.1.</b> Les stratégies/instruments de financement intégrés ont été testés	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>La stratégie nationale est disponible</b>
<b>4.2.</b> Les stratégies de financement intégrées qui ont été mises en œuvre avec des partenaires en chef de file	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>Une stratégie de financement est disponible avec le PNUD comme chef de file</b>
<b>4.3.</b> Nombre de cadres de partenariat opérationnels pour des stratégies de financement intégrées visant à accélérer les progrès en matière d'ODD				

## 2. Indicateurs sélectionnés de l'efficacité opérationnelle globale (durée totale du programme)

2.1 Votre programme commun a-t-il contribué à améliorer la cohérence globale de l'équipe de pays des Nations-Unies ?

- Oui, **contribution considérable**
- Oui, contribution
- Non

Expliquez brièvement :

2.2. Votre programme conjoint a-t-il contribué à éviter les doubles emplois pour les agences participantes des Nations-Unies en interaction avec les autorités nationales/régionales et locales et/ou les entités publiques ?

- Oui,**
- Non
- N/A (s'il n'y a pas d'autres programmes conjoints dans le pays)

Expliquez brièvement :

La mise en place d'une cellule d'exécution du projet, la mobilisation des points focaux des deux agences autour de ce secrétariat a permis une fluidité entre les deux agences.

### 3. Résultats selon le cadre de résultats du projet conjoint

- Présenter les résultats JP dans le modèle suivant

Résultats/Indicateurs	Ligne de base	Cible originale (Selon ProDoc)	Objectif révisé (Cas échéant)	Résultat (Fin de la période de planification) 2022	Raisons de l'écart par rapport à la cible initiale (le cas échéant)
Indicateur du résultat 1.1 Total des recettes publiques en proportion du PIB	7,9%	10%	10%	10%	
Indicateur de la réalisation 1.1. 1 Proportion du budget national financé par les impôts nationaux	59,46%(2019)	64,46%		56%	La réforme fiscale prévue n'a pas été mise en place. Les efforts menés par le gouvernement ont conduit à une augmentation des recettes mais en même temps en raison de la crise sanitaire on a assisté à une augmentation des dépenses financés par de nouvelles ressources extérieures (dons et prêts) .
Indicateur de la réalisation 1.1. 2 Des mécanismes d'appel indépendants, accessibles et efficaces pour une résolution efficace des litiges fiscaux sont opérationnels	NON	Les mécanismes sont définis et adoptés	Les mécanismes sont opérationnels	Le mécanisme n'a pas pu être mis en place	La réforme fiscale envisagée n'a pas été engagée en raison des difficultés rencontrées pour mobiliser IISF ce mécanisme n'a pas pu être mis en place.
Indicateur de la réalisation 1.2.1 Proportion des recettes fiscales collectées auprès du secteur informel	6,7%	8,9%	14,7%	La mission n'a pas pu avoir accès à des données fiables mesurant l'évolution des recettes collectées auprès du secteur informel.	L'étude économique sur le secteur informel a été réalisée mais elle n'a donné lieu par la suite à aucune action au niveau de l'AGID.
Indicateur de la réalisation 1.2.2 un service en charge de la fiscalité du secteur informel	Non	Service défini et mis en place	Service opérationnel	Le service n'est pas mis en place	L'étude économique sur le secteur informel a été réalisé mais elle n'a donné lieu par la suite à aucune action au niveau de l'AGID

est opérationnel au niveau de l'Administration Générale des Impôts et Domaines (AGID)					
Indicateur de résultat 2.1 Un manuel pour intégrer les ODD dans les processus budgétaires nationaux est opérationnel	non		Manuel élaboré	Manuel non élaboré	L'activité n'a pas pu être réalisée en raison d'un cadre légal et l'absence de capacités au niveau de la DGB n'ont pas permis l'élaboration de ce manuel. Toutefois les formations réalisées par le projet au profit des agents de la DGB ont permis d'intégrer le budget dans la LOFE
Indicateur 2.2 Proportion des dépenses récurrentes et des dépenses d'investissement du gouvernement dans des secteurs qui bénéficient de manière disproportionnée aux femmes, aux pauvres et aux groupes vulnérables	45 % (dépenses récurrentes) ; 70 % des dépenses en capital (2019)	47 % (dépenses récurrentes) ; 71 % des dépenses en capital	49,99% (dépenses récurrentes ; 24% dépenses en capital	43,57 % dépenses récurrentes	
Indicateur 2.1.1 Pourcentage de défis prioritaires mis en œuvre par le pays	0%	15%	13%	L'information n'était pas disponible pour pouvoir alimenter l'indicateur.	Selon les intervenants la feuille de route validé par le comité de surveillance ) et qui a conduit le processus d'élaboration de la stratégie a intégré l'ensemble des défis identifiés dans le DFA
Indicateur 2.1.2 Mécanisme de surveillance du Cadre de financement national intégré (CFNI) mis en place et opérationnel	Non	Mécanisme de CFNI mis en place	Mécanisme de CFNI opérationnel	Mécanisme opérationnalisé par la mise en place du Comité de surveillance	
Indicateur 2.2.1 Un module informatique pour le PIP est introduit dans le système DAD	La version préliminaire du module existe	Le module final est installé sur la plateforme DAD	Le module PIP est opérationnel sur la plateforme DAD	Module a été intégré	

Indicateur 2.2.2 Le nombre de marqueurs ODD intégrés dans le système DAD	0	30	68	0	Aucun marqueur n'a été intégré car CGP n'a pas été en mesure de mobiliser le personnel nécessaire et assurer le fonctionnement et la maintenance de la plateforme
Indicateur 2.3.1 Nombre de secteurs capables de mettre en œuvre des réformes en matière de budgétisation axée sur les performances	0	3	5	4	Les secteurs santé, éducation, production finances production ont les capacités pour mettre en œuvre les réformes en matière de budgétisation axée sur les résultats
Indicateur 2.3.2 Nombre de secteurs capables de mettre en œuvre une budgétisation par programme tenant compte des besoins des femmes	0	3	5	4	Les secteurs santé, éducation, production finances production ont les capacités pour mettre en œuvre les réformes en matière de budgétisation axée sur les résultats
Indicateur 3.1 Proportion des dépenses publiques totales consacrés à la santé	10%	15%	12%	14,98	
Indicateur 3.1.1 Pourcentage des dépenses des ménages par rapport aux dépenses totales de santé	49,5%	40%	42%	Les données ne sont pas disponibles , car les comptes nationaux de l'exercice 2022 n'ont pas été élaborés	
Indicateur 3.1.2 Pourcentage des dépenses de santé financé par l'Etat	27,17%	30%	32%	Les données ne sont pas disponibles , car les comptes nationaux de l'exercice 2022 n'ont pas été élaborés	
Indicateur 3.2.1 Nombre d'exercice pour lesquels les	2	3	3	3	

comptes nationaux de la santé ont été établis					
Indicateur 3.2.2 Existence d'un rapport sur les comptes de la santé	1	2	3	Cible atteint Un seul rapport a été fait mais il regroupe les "exercices"	



**ANNEXE 2 : LISTE DES DOCUMENTS STRATEGIQUES**
*1. Documents stratégiques produits par le projet conjoint*

<b>Titre du document</b>	<b>Date (mois ; année) une fois finalisé</b>	<b>Type de document (politique/stratégie, évaluation, orientation, matériel de formation, méthodologie, etc.)</b>	<b>Brève description du document et du rôle du PC dans sa finalisation</b>
DFA	Octobre 2020	Évaluation du financement	Financement de l'expertise pour sa finalisation et la production des rapports
Stratégie nationale de financement du développement	Février 2022- Février 2023	Politique et orientation	Financement de l'expertise nationale et du processus de consultation
Étude sur l'économie informelle	Mars 2023	Évaluation et orientation	Cette évaluation fournit les déterminants de l'informalité au niveau micro, en prenant en compte des facteurs tels que le niveau d'éducation, la pauvreté, le degré d'inclusion sociale, économique ou financière. Un échantillon de 5100 ménages issu du recensement général de la population (RGPH 2017) de 2017 a été retenu. Les résultats de l'analyse sont représentatifs au niveau national et au niveau de sept strates dont Moroni, Reste de Ngazidja urbain (sauf Moroni), Ngazidja rural , Ndzuwani urbain , Ndzuwani rural , Mwali urbain et wali rural ,
Comptes de la santé 2011 révisés 2015-2019		Orientation et politique	Financement de l'expertise nationale
Diagnostic institutionnel, organisationnel et technique des structures impliquées dans la gestion du PIP	Aout 2022	Évaluation et orientation	Finalisation de l'expertise internationale

*2. Documents stratégiques auxquels le PC a directement contribué*

<b>Titre du document</b>	<b>Date (mois ; année) une fois finalisé</b>	<b>Type de document (politique/stratégie, évaluation, orientation, matériel de formation, méthodologie, etc.)</b>	<b>Brève description du document et du rôle du PC dans sa finalisation</b>

### ANNEXE 3. MATERIEL DE COMMUNICATION

1. Histoire d'intérêt humain

- **Joindre au moins une histoire d'intérêt humain** qui résume le contexte, les résultats obtenus, l'impact obtenu et les bénéficiaires atteints par le programme conjoint conformément à l'objectif du portefeuille visant à soutenir l'augmentation des flux de financement des ODD et les réformes des politiques.

2. Produits de communication

Titre du document	Date une fois finalisé (MM/AAAA)	Brève description et lien hypertexte (le cas échéant)
<i>Des sources de financement pérennes pour assurer la réalisation du PCE</i>	<i>1er Mars 2022</i>	<i>Article de presse paru dans le journal La Gazette des Comores après la 2eme réunion du comité de pilotage du PC</i>

**ANNEXE 4 : COMMENTAIRES DES PARTIES PRENANTES**

<b>N°</b>	<b>Nom de l'entité</b>	<b>Nom du représentant</b>	<b>Titre</b>	<b>Coordonnées</b>	<b>Rôle dans le programme</b>
1	PNUD	Youssef Salim	Economiste nationale		Coordonnateur du Projet
2	OMS	DR Mliva			Point Focal OMS
3	Ministère des Finances	Yahaya Ahmed	SG		Directeur National
4	PNUD	Halima	Assistante administratif		Gestion des fonds
5	BCR	Anzaouir Ben Alioiou	Chargé du Partenariat et du Financement du Développement		Point focal du projet conjoint au BCR
6	Direction de la Planification Santé	Koulthoum Maoulana			Point focal Santé
7					